

protection des femmes sont liées à un héritage découlant de la perception historique des femmes comme étant victimes et faibles vis-à-vis des hommes (193).

En conclusion, l'argument principal de Prescott est que les considérations de genre doivent impérativement être incluses dans toutes les doctrines, formations, enseignements et stratégies militaires. L'ouvrage *Armed conflict, women and climate change* apporte donc une contribution intéressante et actuelle au domaine en tentant d'explicitier les défis des interventions militaires et des opérations de paix, à l'intersection complexe des conflits armés, des changements climatiques et du genre. Malgré le fait que Prescott adopte une approche exclusivement opérationnelle, stratégique et institutionnelle dans cet ouvrage, celui-ci demeure toutefois critique face à la nature conservatrice des organisations militaires, de l'omniprésence des hommes dans celles-ci, de la rigidité aux changements organisationnels et des approches normatives sur le plan du genre. Il pose également un regard critique quant à la déconnexion entre les politiques et les stratégies militaires, les défis de leur intégration aux milieux pratiques et la difficulté de les opérationnaliser de manière concrète. Celui-ci argumente que, l'incapacité d'adresser ces variables a un impact négatif sur la prévention et la résolution des conflits, la reconstruction d'après-guerre ainsi que la consolidation de la paix.

Enfin, bien qu'on ne puisse reprocher à un livre ce qu'il ne prétend pas faire, il aurait toutefois été grandement apprécié de lire une réflexion féministe profonde à la fois sur les enjeux soulevés ainsi que sur la positionnalité de l'auteur comme chercheur blanc et américain. L'ouvrage donne un point de vue exclusivement institutionnel sur le phénomène et se situe dans le paradigme dominant des relations internationales. Les lecteurs désireux d'en connaître plus devront donc puiser dans des ouvrages complémentaires offrant un regard plus vaste sur les différentes traditions épistémologiques et féministes du champ.

Lire Platon avec Hannah Arendt

Marie-Josée Lavallée, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2018, pp.364

Sophie Cloutier, Université Saint-Paul

Dans *Lire Platon avec Hannah Arendt*, l'historienne des idées Marie-Josée Lavallée explore les nombreuses références que fait Hannah Arendt à la pensée platonicienne. Les lecteurs et lectrices d'Arendt connaissent bien ce dialogue continu avec Platon qui anime et traverse son œuvre, mais qui doit sans doute laisser perplexes bien des spécialistes de Platon. L'entreprise de Lavallée s'avère donc intéressante pour faire la lumière sur ces emprunts et lectures de Platon qui ponctuent l'œuvre d'Arendt. Elle permet de révéler, du moins en partie, la généalogie de l'œuvre arendtienne qui se construit dans ce dialogue avec Platon. En effet, si Arendt élabore sa pensée politique avec et contre Platon, la lecture de Lavallée ne permet toutefois pas d'apprécier la richesse et la pluralité des sources qu'Arendt mobilise dans son œuvre. L'accent mis sur l'importance de Platon paraît parfois un peu réducteur, voire le même type de travail herméneutique pourrait être fait avec saint Augustin ou Kant, deux autres interlocuteurs importants d'Arendt. L'ouvrage de Lavallée ne se veut cependant pas un commentaire de texte, mais bien une étude de cas « pour observer dans le détail les opérations herméneutiques et littéraires induites par la réception, et sous-jacentes aux interprétations » (15). Son étude s'attache ainsi à démontrer que la pensée grecque est demeurée une matrice féconde et que la

relation arendtienne aux anciens s'élabore dans la double forme de la déconstruction et de la réappropriation.

Le chapitre 2 présente une exploration du contexte intellectuel de l'époque de Weimar à l'après-guerre. L'analyse historique de Lavallée reprend bien l'enjeu politique et éthique des interprétations multiples, et souvent contradictoires, de Platon, en les axant particulièrement sur les débats modernes. Cet ancrage historique de la réception de Platon en Allemagne permet de situer la lecture arendtienne dans un contexte historique pour le moins trouble. Comme Lavallée l'écrit : « Pendant un siècle et demi, jusqu'en 1945, comme notre survol l'a montré, Platon a été tour à tour communiste, penseur autoritaire et père du nazisme » (106). Elle conclut ce chapitre en affirmant qu'« [e]n dépit de ses déclarations contraires, Arendt édifie un Platon politique totalitaire, non moins totalitaire que celui des lectures nazies, ou antinazies, qui évoque, par moments, celui de Popper » (110). Lavallée rapproche en effet beaucoup la lecture d'Arendt de celle de Karl Popper, qui accuse la philosophie platonicienne d'avoir nourri le totalitarisme, tout en montrant certaines limites à ce rapprochement. Les lecteurs attentifs d'Arendt pourront noter un certain flottement conceptuel chez Lavallée entre 'tyrannie' et 'totalitarisme' qu'Arendt prend pourtant bien soin de distinguer. Si la pensée politique de Platon pourrait avoir un caractère totalisant, voire tyrannique, il lui manquerait plusieurs éléments propres au totalitarisme, dont l'atomisation, la terreur et la désolation.

Dans les chapitres suivants, Lavallée approfondit les raisons pour lesquelles, selon Arendt, Platon contribue à un obscurcissement du politique et un mépris de l'action qui s'instituera dans la tradition de pensée occidentale. Lavallée s'attache à tour de rôle à la théorie des Idées, au conflit entre philosophie et politique (qui recoupe celui entre la vérité et l'opinion), au contraste entre l'action politique et la tyrannie platonicienne, à la politique de la *poiesis* et enfin, aux liens entre la pensée et la politique. Elle refait le fil des interprétations, citant les passages importants où Arendt commente Platon. Lavallée fait aussi un travail admirable de recherche — il faut remercier la patience de l'historienne — dans le *Journal de pensée (Denktagebuch)*, les correspondances, les notes de cours et de conférences d'Arendt afin de révéler la généalogie des interprétations et lectures de Platon. Il nous semble qu'il s'agit là de la grande force de cet ouvrage, à savoir le caractère généalogique et historique des sources et des filiations des idées. À la fin du chapitre 3, elle situe le crédit qu'accorde Arendt à la théorie des Idées « dans la continuité des traditions exégétiques du XIX^e siècle allemand » (140).

Au fil de l'ouvrage, c'est l'influence d'Heidegger sur la pensée d'Arendt qui prend de plus en plus d'importance, et qui se révèle presque finalement le véritable protagoniste de l'étude. Lavallée conclut sur la « lourde dette à l'égard de Martin Heidegger » et ajoute : « Nous n'avons pas voulu tout reconduire, ou presque, chez Arendt, à Heidegger : l'évidence c'est imposée d'elle-même » (345). Les études critiques arendtiennes regorgent de textes qui mettent en relief cette influence heideggérienne, mais il y a toujours un danger à un tel exercice qui consiste à réduire la pensée arendtienne à celle de son premier maître. Si Heidegger a évidemment influencé Arendt, et toute une génération de penseurs importants, il convient de remarquer qu'il s'agit chez Arendt d'un engagement critique. La lecture de Lavallée ne permet pas exactement de rendre compte des nuances du philosophe arendtien et de sa reprise subversive de certains concepts heideggériens. Elle passe aussi sous silence l'influence de Karl Jaspers et de Heinrich Blücher, dont Arendt admirait les qualités politiques; influence particulièrement importante pour la construction de l'idéal-type qu'incarne Socrate, que Lavallée nomme le 'Platon éthique'.

Au final, *Lire Platon avec Hannah Arendt* met en relief la créativité d'Arendt qui module, au gré de ses préoccupations, ses interprétations des dialogues platoniciens afin de penser les événements de son temps. L'ouvrage s'avère ainsi particulièrement intéressant en ce qu'il montre la fécondité de l'œuvre arendtienne pour réfléchir les événements de notre temps (nous pensons

par exemple au mensonge en politique, aux fausses nouvelles, à la fabrication de l'opinion publique). Une actualisation qui n'est pas faite par l'auteure elle-même, mais dont le travail généalogique permettra d'inspirer en retraçant les moments dans l'œuvre arendtienne.

Canada's Official Languages: Policy versus Work Practice in the Federal Public Service

Helaina Gaspard, Ottawa, University of Ottawa Press, 2019, pp. 162.

Martin Normand, University of Ottawa (mnormand@uottawa.ca)

In the preface to *Canada's Official Languages: Policy versus Work Practice in the Federal Public Service*, Graham Fraser, former Commissioner of Official Languages, aptly observes that “Canada’s language policies have a history of paradoxes and contradictions” (ix). Helaina Gaspard gives credence to this observation in the particular remit of language of work in the federal public service. Language reform has been a focus within the federal public service mainly since the 1960s, with the goal of better representing linguistic duality in federal institutions and of providing government services in French and English. Hence, for practical and symbolic reasons, successive governments took steps to ensure better representation and use of French in government business. Yet there remains an important gap between policy and practice, with the result that, in 2019, 50 years after the first Official Languages Act, a sizable number of public servants still could not work in the official language of their choice. Gaspard suggests that this gap persists because the “implementation process never fully considered the structural foundations ... of the public service as an institution that traditionally operated predominantly in English” (5). She convincingly illustrates how the design and the implementation of layered changes to language of work policy were never as successful as they were imagined to be.

This book is situated at the confluence of public administration and language policy and manages to offer an important and original contribution to both fields. On the one hand, the study of public administration in Canada has devoted little attention to the implementation and evaluation of language policy in the federal public service. Gaspard’s work offers a significant descriptive contribution on that front, building upon the scholarship on representative bureaucracy and proposing a periodization of the various efforts to establish French as a legitimate and regular language of work in the federal public service. On the other hand, the study of language policy in Canada has devoted little attention to the standing of official languages within the public service. Gaspard develops a compelling analytical narrative around institutionalism, path dependency and layering to explain the shortcomings of the successive language reforms and the role of various actors within the state apparatus.

The institutional analysis raises the idea that successive incremental language reforms within the federal public service never amounted to the structural reform necessary to achieve the desired outcomes regarding language of work. This analysis relies upon rich and diverse archival material. Despite Fraser’s assertion that the decision to entrench the right of public servants to work in the language of their choice in 1988 was radical (x), Gaspard hints that its implementation was not radical enough. The interests of various actors—including unions, which have received little attention in relationship to language reforms until now—have always trumped the stated policy goals or the desired outcomes. She suggests that there has always